

PRÉFACE

Le délai d'impression, pourtant minimal, entre la rédaction de cette préface et sa publication, est presque un anachronisme : en deux semaines, les hypothèses de cette Note auront peut-être déjà vieilli, notamment du fait des fluctuations du prix du pétrole, consécutives aux éventuelles nouvelles concernant le blocage du détroit d'Ormuz.

Les conflits géopolitiques, par nature imprévisibles, exigent une approche capable de rendre cette incertitude compréhensible. C'est pourquoi nous avons, dès l'origine, construit plusieurs scénarios de prévisions.

Le scénario de « conflit court » ne doit cependant pas être considéré comme un scénario central traditionnel, souvent jugé le plus probable. Il intègre notamment l'hypothèse d'un déblocage du détroit d'Ormuz à l'issue du mois de mai, avec à la clé une normalisation des tensions sur les marchés énergétiques.

Or, chaque jour sans accord rapproche un peu plus cette hypothèse optimiste de l'irréalisme. C'est pourquoi un second scénario, celui d'un « conflit prolongé », explore les conséquences d'un blocage maintenu sur une durée deux fois plus longue. Dans ce cas, les effets économiques ne seraient pas simplement proportionnels à la durée : l'érosion des réserves, l'intensification des tensions d'approvisionnement et les risques de pénuries pourraient déclencher des réactions en chaîne, bien plus brutales que ce que laisserait supposer une simple extrapolation.

Un conflit deux fois plus long peut ainsi engendrer des effets économiques bien supérieurs au double. Cette asymétrie est d'autant plus marquante que les marchés semblent jusqu'à présent intégrer un scénario de normalisation relativement rapide.

Une prolongation du choc d'offre raviverait davantage les pressions inflationnistes et entraînerait plusieurs hausses des taux d'intérêt directeurs. Ce canal de transmission avait fortement contribué à la période à faible croissance économique au Luxembourg à la suite de la crise énergétique et inflationniste de 2022, notamment à travers ses effets successifs sur l'investissement, le marché immobilier et le secteur de la construction.

L'incertitude ne doit pas paralyser l'action. C'est pourquoi nous avons accéléré notre exercice de prévision pour présenter ces scénarios dès le 12 mai, dans le cadre des travaux préparatoires à la Tripartite. En plus des scénarios, les modèles du STATEC permettent de quantifier les impacts d'éventuelles mesures, offrant ainsi une base objective pour les décisions à prendre lors de la réunion Tripartite qui commence en ce jour, où partenaires sociaux et gouvernement examineront les mesures de réponse à la crise.

Tom Haas

